

1952-1978 : La 3e Fédération des Sociétés d'Histoire

François Igersheim



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/781>

DOI : 10.4000/alsace.781

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 187-198

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « 1952-1978 : La 3e Fédération des Sociétés d'Histoire », *Revue d'Alsace* [En ligne], 135 | 2009, mis en ligne le 01 octobre 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/781> ; DOI : 10.4000/alsace.781

1952-1978

La 3^e Fédération des Sociétés d'Histoire

François IGERSCHEIM

Après la Libération, les sociétés d'histoire se reconstituent. Elles avaient été souvent liées aux municipalités en place, administraient des musées et des bibliothèques ; leur relance est liée à celle des municipalités dont les équipes ne se seront véritablement reconstituées qu'après les élections de 1947. De plus, la pénurie de papier, et en général, le marasme de l'économie alsacienne, pèsent sur la vie associative, cet élément le plus fragile des cadres sociaux.

Une histoire régionale dominée par les grandes Institutions

Avec le retour de l'Université à Strasbourg, revient aussi l'Institut des Hautes Etudes Alsaciennes, alors présidé par Marcel Simon, qui déploie le programme de recherches et d'enseignement qu'on n'avait pu mettre au point, faute de temps, en 1939. Aux côtés de l'Institut, la Société Savante reconstituée en 1945. Son animateur de l'avant guerre, l'abbé Braun, cède la place à l'abbé Burg, puis à un bureau présidé par Alfred Schlagdenhaufen, et comprenant le doyen Simon et des universitaires, des bibliothécaires, archivistes et chercheurs en Histoire d'Alsace de la région entière. Ce sont eux qui constituent autour de Félix Ponteil, directeur du nouvel Institut d'Etudes politiques, le comité de la commémoration du Tricentenaire de « la réunion de l'Alsace à la France de 1648 » et du « Centenaire de la Révolution de 1848 », du « Cent-cinquantième de la réunion de Mulhouse à la France ». Université, bibliothèques, archives, musées, mais une seule société, la Société Savante d'Alsace « et des Régions de l'Est », comme elle a choisi de se nommer désormais. Elle publiera en liaison avec l'Institut des Hautes Etudes Alsaciennes, le « *Deux siècles d'Alsace française* » de 1948. La Société pour la Conservation des Monuments historiques ne se reconstitue qu'en 1947, avec comme président le directeur de la BNUS, Ernest Wickersheimer.

La *Revue d'Alsace*, de Joachim, Pierre Schmitt, Schaedelin, avait souvent, avant la guerre, été assimilée à une société. Joachim, Schmitt et François-J. Himly, conservateur aux archives départementales du Bas-Rhin, la relancent en 1947. Leur éditorial résume assez leurs ambitions et la situation du monde associatif historien de la période, ainsi que la grande prudence avec laquelle on veut aborder désormais l'histoire régionale que l'on entend mettre à l'école des grandes leçons de l'historiographie nationale :

« La nécessité à la fois d'un renouveau et d'une réforme des études régionales apparaît clairement à tous (...) Il importe désormais, surtout en une époque de difficultés matérielles plus grandes que jamais (...) de n'envisager le cadre de l'Alsace que comme un champ d'expérience restreint où les résultats de la synthèse seront mis à l'épreuve. Tel est encore le but essentiel des divers Instituts d'Etudes régionales qui ont été créés en France à Poitiers, à Besançon, à Dijon, à Arras et à Strasbourg. Ce que le nouvel Institut des Hautes Etudes Alsaciennes, rattaché à l'Université de Strasbourg, doit réaliser dans l'enseignement pour le progrès rationnel des études alsaciennes, la *Revue d'Alsace*, en constante liaison avec lui, entend l'entreprendre dans le domaine de la diffusion imprimée.

La *Revue d'Alsace* se donne un triple but : d'orientation, d'information, de liaison. (...) Il n'est que trop évident que ce qui manque surtout aux travailleurs provinciaux, c'est un guide permanent et varié qui puisse orienter sur les méthodes et les problèmes (...). La revue se propose de publier des « enquêtes régionales » sur des sujets généraux.

La tâche d'information : chronique de l'activité scientifique, bibliographie historique de l'Alsace, rapport sur le travail qui se fait à l'Université, à l'Institut des Hautes Etudes Alsaciennes, aux Archives départementales et municipales, dans les Bibliothèques et les Musées, au sein des sociétés savantes d'Alsace.

Aussi bien le dernier but de la *Revue d'Alsace* sera-t-il de servir d'organe de liaison entre tous les travailleurs, d'intermédiaire entre eux et les centres de travail régionaux ou généraux (...). »

Visiblement, la *Revue d'Alsace* se voulait l'organe de liaison d'une Fédération de chercheurs individuels.

« Revenants », une partie de ces historiens ? Le qualificatif, issu des polémiques de 1918 et qui réapparaîtra en 1945, est contestable. Bon nombre d'entre eux reprenaient leurs fonctions d'avant la guerre ; ils avaient été expulsés ou n'avaient pu revenir, et ils avaient « maintenu l'Alsace » parmi « les expulsés non rapatriables » ou dans les rangs de la France libre et de la Résistance. Et puis, ils prennent rapidement conscience de la gravité des blessures qu'ont laissées l'occupant. Georges Livet exprime la pensée de nombreux historiens universitaires ou non, de la génération d'avant guerre (Ponteil) ou des jeunes générations. « En Alsace, résumera-t-il, il faut savoir l'histoire, mais il faut aussi savoir l'oublier et savoir ce que l'on oublie : l'action commande. L'avenir attendait notre jeunesse, celle que j'avais trouvée dans mes classes ...celle que je rencontrais à la Faculté ou l'Institut d'Etudes politiques et qui espérait tout de la vie » (G. Livet. *Cinquante années à l'Université de Strasbourg*, Strasbourg, 1998).

L'initiative de la Haute-Alsace

Il faut attendre 1952 pour que se prenne à nouveau une initiative de création d'une Fédération des Sociétés d'histoire désormais reconstituées. Il semble bien qu'elle soit partie des Sociétés « du Sud de l'Alsace », soit de Baumann de Thann et de Moeder de Mulhouse, initiative qu'ont encouragée les Colmariens, (P. Schmitt, L. Sittler, et P. Arnhold). Ils ont tenu à n'inviter que « les sociétés locales ». Les sociétés régionales, c'est à dire « strasbourgeoises » (SCMHA, Société Savante, Cathédrale, AEA) ont été volontairement écartées. C'est ainsi que le 27 mars 1952, une assemblée de sociétés se réunit à la mairie de Colmar, sous la présidence du bâtonnier F-J. Heitz, président de la Société Schongauer. Sont présents, Heitz, Moeder, P. Schmitt, Baumann, Sittler, Arnhold,

J. Billig (Turckheim), R. Faller (Ribeauvillé), J. Faust (Rouffach), Heyl (Saverne), Himly (*Revue d'Alsace*), Huck (Saverne), Ittel (Kayerserberg), Kleiber représentant le directeur des ADHR, Emile Hertzog, Kubler de la Société historique de Colmar, Matter de la société de Munster, Mieg président des Amis du Vieux Mulhouse, Oberlé de la Société des Sciences naturelles de Mulhouse, P. Schmitt (*Revue d'Alsace*), Stintzi (Sundgau), Weber et Zeyer (Riquewihl), Wetterwald (Guebwiller), Wittmer (Strasbourg).

Sittler est chargé du rapport : la fédération qu'il s'agit de fonder doit avoir un caractère très peu contraignant. La *Revue d'Alsace* sera l'organe de cette fédération, assurera la liaison entre chercheurs, sociétés, centres de documentation. Les sociétés doivent adopter un programme de recherche commun et assurer la publication de ses résultats. L'hypothèse d'une fédération départementale a dû être évoquée, car un premier vote l'écarte : la Fédération sera une Fédération « réunissant les deux départements », y compris le territoire de Belfort, où réside le vétéran de l'historiographie haut-rhinoise, Jules Joachim.

Les premiers chantiers sont évoqués. Depuis qu'existent des sociétés d'histoire, ce sont toujours les mêmes. Heitz propose un dictionnaire biographique, un « nouveau Sitzmann ». Baumann de Thann un inventaire des pierres bornes armoriées, Arnhold, soutenu par Pierre Schmitt, propose qu'on se lance dans un inventaire des objets d'art, appelé par raccourci, un « nouveau Kraus ». Himly un nouvel Atlas de l'Alsace, un nouveau « Wolfram ». Quant à Wittmer, il propose de faire un guide de l'histoire locale, sur le modèle de celui publié en 1942 par le Suisse Kläni.

Puis l'Assemblée générale désigne un Comité provisoire, chargé de la rédaction des statuts. Heitz propose comme président provisoire Charles Heyl, secrétaire général de la Bourse de Commerce de Strasbourg, engagé volontaire de 1914-1918, ancien haut-fonctionnaire de la préfectorale, et frère de Me Heyl, président de la Société d'Histoire de Saverne. Sont élus vice-présidents : Marcel Moeder de Mulhouse et Himly de Strasbourg. Sittler est secrétaire général. Le Congrès constitutif est fixé au 10 mai 1952.

L'exclusion des sociétés strasbourgeoises provoque un grand étonnement à Strasbourg, en particulier à la Société savante d'Alsace, qui « réunit l'Institut des Hautes Etudes Alsaciennes, l'Institut d'Histoire d'Alsace et les Archives municipales de Strasbourg », comme le souligne ironiquement le correspondant des Dernières Nouvelles d'Alsace. Son comité est composé en 1949 de Philippe Dollinger, président, de Pierre Schmitt, vice-président, Georges Livet, secrétaire ; les abbés Burg et Glory, Marcel Simon, F. L'Huillier, Weydmann, Emile Baas sont assesseurs.

L'étonnement conduit la Société savante à inviter les sociétés bas-rhinoises à une réunion de consultation au Palais Universitaire à Strasbourg. Pierre Schmitt, Sittler et Wittmer qui ont participé au congrès du 27 mars viennent rassurer la Société. Elle décide d'adhérer à la Fédération et charge Marcel Simon, Dollinger et Livet d'intervenir au congrès constitutif du 10 mai. Wittmer a soulevé la question de la Fédération de 1935, qui n'est pas dissoute et dont le président, l'abbé Gromer, vit encore. Mais Dollinger et Simon ont fait mine de ne pas entendre.

La re-fondation de la Fédération : la première décennie

C'est le 10 mai 1952 que se réunissent à Colmar, 40 délégués représentant 19 sociétés. Les sociétés « régionales » strasbourgeoises sont présentes. D'entrée de jeu, le président Heyl donne la parole au Doyen Simon qui assure qu'est dissipé le malaise des sociétés exclues lors de la première assemblée. Dollinger expose le travail de l'Institut des Hautes Etudes Alsaciennes, avec ses cours, et son grand projet, pris en charge par Ernest Beyer, l'Atlas linguistique de l'Alsace. Pourtant, la Société Savante n'a pas renoncé à minorer le rôle de la Fédération, car Livet défend l'idée d'une rotation annuelle du bureau fédéral, qui serait celui de la société organisatrice du congrès. La seule activité de la Fédération serait donc la rencontre annuelle. Cette idée est repoussée par le congrès, qui fait une seule concession : l'un des vice-présidents serait de droit le président de la société organisatrice du congrès annuel. Disposition qui tombera très vite en désuétude. Pour le reste, les statuts proposés par le bureau (Heitz, Heyl, Schmitt, Sittler) sont adoptés sans soulever d'objections. Extraits :



L'ancien préfet Heyl, président de la Fédération de 1952 à 1962

Nom. Il est créé entre les différents organismes s'occupant de travaux historiques et archéologiques une fédération qui prend le nom de fédération des Sociétés d'histoire et d'Archéologie d'Alsace. Elle a son siège à Colmar (...).

Membres. Peuvent être membres de la fédération, les sociétés, groupements et organismes prêts à favoriser de leur concours l'œuvre entreprise par la Fédération. L'affiliation à la Fédération ne porte aucune atteinte à l'indépendance de chacun des adhérents.

But. La Fédération a pour but, en dehors de toute préoccupation politique ou confessionnelle

- de créer un lien vivant entre les différentes sociétés dont les membres s'adonnent à des recherches scientifiques
- d'aider les chercheurs en leur procurant des facilités d'études et de coordonner la recherche par des comités de travail
- d'encourager par tous les moyens dont elle dispose la publication d'œuvres scientifiques
- d'appuyer de son autorité les démarches faites par des organismes ou des personnalités ayant pour but la conservation des monuments et des sites, des objets d'art, des archives, des bibliothèques, des musées et des collections diverses existant dans la région.

L'administration de la Fédération était confiée à un Comité composé de tous les délégués des sociétés, à un bureau élu pour trois ans par l'assemblée générale, avec président, vice-présidents, secrétaire, trésorier... La Fédération pouvait créer des « comités de travail ».

Elle s'y emploie de suite, reprenant les projets déjà évoqués lors du congrès du 27 mars. Baumann et l'abbé Burg étaient chargés des pierres-bornes et des croix des champs. Pierre Schmitt du dictionnaire biographique, Himly de l'Atlas historique, Arnhold de l'inventaire du patrimoine, Wittmer d'un recensement des obituaires, Gardner du recensement et de la typologie de la maison paysanne, particulièrement du Sundgau. Le chanoine Metz devait se renseigner sur le sort du « Clauss ». Enfin, la *Revue d'Alsace* devient l'organe de cette Fédération.

Les Sociétés d'histoire en 1956

Les Congrès de Strasbourg (1953) et de Rouffach (1954) semblent se concentrer sur la question du « Clauss » qui préoccupe tout le monde. C. Wilsdorf est en mission à Fribourg et en 1954, la Fédération conclut que le célèbre manuscrit du tome T à Z de ce dictionnaire mythique est définitivement perdu. Dans les premiers congrès, une partie de l'ordre du jour est consacré à la vie des sociétés, rapport fait par les présidents. Puis l'on y a substitué un rapport fait par les secrétaires, tous les trois ans. En 1956, au congrès de Mulhouse, elles sont 27.

Pierre Schmitt s'est chargé du rapport sur les sociétés du Haut-Rhin, passant en revue l'activité de la Société des Amis du Vieux Mulhouse, la Société d'histoire et des sciences naturelles, celle de la Société sundgauvienne, avec ses 700 adhérents où Paul Stintzi a repris toute sa place, la société pour le Landskron, fondée par la baronne Marie-Claire de Reinach née Specklin, la Société de Ribeauvillé de Faller, celle de Riquewihr, réorganisée par Jean Hugel, de Turckheim par M. Billich. Par contre, ni Kaysersberg, ni Munster n'ont repris leurs activités et l'on projette une fusion sous le nom de « Société du vignoble alsacien ». La Société de Rouffach est très active et songe à créer un musée local. Baumann anime la société de Thann qui s'étend jusqu'à Guebwiller. La société Schongauer se concentre sur la gestion du « premier musée de province de France ». Huningue voudrait aussi un musée local. Par contre, Belfort a confié ses collections au musée municipal.

Lucien Sittler prend le relais pour le rapport sur la vie des sociétés du Bas-Rhin. La Société des Amis de la Bibliothèque humaniste de Sélestat a le projet d'étendre ses activités vers le Val de Villé. Obernai est en sommeil depuis le décès de Pisot et le maire Gillmann se montre sourd aux relances de Heyl et Sittler. La société de Molsheim a été remise sur pieds par le Dr. Gerlinger, qui est aussi conservateur du musée installé à l'Hôtel de ville. Saverne, présidé par Wollbrett, est très active. G. Thielling a rouvert son musée de Bouxwiller et ranimé sa société. L'abbé Burg a repris la succession de Gromer à Haguenau. Par contre, Niederbronn reste en sommeil. A. Schaaf avait brièvement relancé Wissembourg en 1946, mais cela n'a été qu'un feu de paille. Quant aux « sociétés régionales », la SCMHA de Wickersheimer, la Société d'histoire de l'Eglise d'Alsace, la Société des Amis de la cathédrale, présidée par E. Fels, elles procèdent comme par le passé à la publication de leurs somptueux annuaires et à l'organisation de leurs conférences très fréquentées. La Société Savante a lancé sa collection des grandes études, sur la « bourgeoisie » et bientôt sur « les paysans ».

Lors du rapport de 1958, au congrès de Turckheim, Pierre Schmitt dénonce le chiffre trop élevé des sociétés dans le Haut-Rhin : elles sont quinze, relève-t-il, ce qui ne permet pas de procéder à des activités fréquentées ni d'avoir suffisamment d'abonnés pour les revues. Il dresse le profil type de l'activité des sociétés : les conférences ou comités d'études de l'hiver, plus ou moins nombreuses selon les sociétés (de 9 à Munster, 8 à Mulhouse, 4 à Huningue) et les sorties dominicales de la belle saison, la publication des bulletins ou annuaires de sociétés dont certaines se regroupent pour les financer, comme dans les trois vallées (Guebwiller, Thann, Masevaux). Et Sittler signale les fondations ou re-fondations bas-rhinoises : Niederbronn, Wissembourg, les Amis du Vieux Strasbourg, la commission d'héraldique du Bas-Rhin. La Société littéraire et historique du Club Vosgien a définitivement disparu, mais sous l'impulsion du président Huck, l'annuaire du Club publie de nombreux articles historiques. En 1957 et 1958, Himly avait dressé un petit guide de la société locale, à qui il fallait pour vivre : un animateur, des chercheurs, un public, des centres d'intérêt et ... des instruments de recherche. Il s'y employait, avec ténacité.

Les chantiers de la Fédération

Au congrès de Molsheim (1957), l'on annonce la parution du premier volume des publications de la Fédération. C'est F. Rapp qui ouvre la série, avec son *Inventaire des sources manuscrites de l'histoire de l'Alsace conservées dans les Bibliothèques publiques de France – I. Bibliothèques provinciales et parisiennes (sauf BN)*. Le second, dû à F. J. Fuchs est annoncé : *Inventaire des archives des familles nobles alsaciennes*. Ainsi, inspiré par Himly, se poursuit le programme : doter les chercheurs d'instruments de recherche.

Pourtant, à Turckheim (1958), Himly ajoute que les inventaires de ces sources allemandes démontrent la nécessité d'un glossaire allemand français des termes techniques de l'histoire du Moyen Age et de l'Ancien Régime : voilà ouvert un nouveau chantier.

Au congrès d'Obernai de 1959, on revient à un projet caressé dès les premiers temps : le *Dictionnaire de Biographie alsacienne*. Christian Wolff est chargé de coordonner le travail. Obernai voit encore Himly recentrer son projet d'Atlas sur un « Atlas des villes médiévales ».

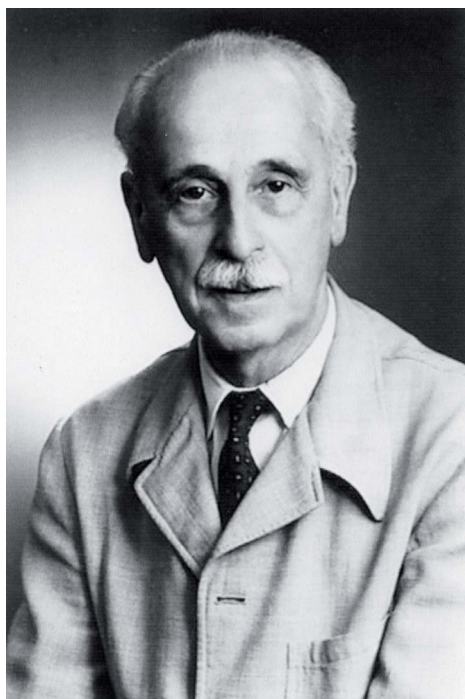
A Ribeauvillé (1960) on prend acte de la poursuite de ce travail. En 1961, à Niederbronn, Wolff communique son « Répertoire systématique des biographies collectives », qui prend place dans la série des publications de la Fédération. Le congrès de Colmar de 1962 célèbre le dixième anniversaire de la Fédération, et tous les participants visitent les nouveaux locaux des Archives départementales du Haut-Rhin.

Le congrès de Sélestat (1963) marque un tournant. Non pas seulement parce qu'on y prend acte de la démission du président Heyl et qu'on y élit son successeur. Mais surtout parce que l'on communique que l'un des chantiers de la Fédération : celui de l'Inventaire du patrimoine (ce « nouveau Kraus ») est en voie d'être ouvert, mais par l'Etat. En 1961, dans la commission de l'Equipement culturel et le groupe « Monuments historiques » pour la préparation du IVe plan, André Chastel a développé une proposition d'Inventaire français, qui s'inspire des propositions du professeur Grodecki. La décision de procéder à cet Inventaire est prise dans la loi portant IVe Plan de 1962. En 1964, Malraux crée une commission nationale de l'inventaire. Deux régions, l'Alsace et la Bretagne prennent les devants avec la création d'une commission régionale de l'inventaire, présidée par le

préfet de région. Le premier vice président sera Hans Haug, puis à partir de 1966, Pierre Schmitt. Les commissions du Bas-Rhin et du Haut-Rhin sont présidées par Robert Will et par Pierre Schmitt, puis par Philippe Mieg. Le pré-inventaire fait en grande partie appel aux experts « bénévoles » ou « correspondants » des sociétés locales, et le secrétaire de l'inventaire Roger Lehni, à qui Grodecki a confié en 1965 l'entreprise de l'inventaire, présente volontiers son travail aux congrès de la Fédération.

La décennie soixante

Charles Heyl démissionne pour raisons personnelles en 1962. Le congrès de Sélestat de 1963 en prend acte. Le vice-président Himly présente aux suffrages du congrès, le comte Marc d'Andlau-Hombourg, généalogiste fort savant, de Stotzheim, frère du comte Christian d'Andlau, président de la Fédération des sociétés d'histoire d'avant guerre et alors président de la Banque fédérative du Crédit mutuel. Marc d'Andlau avait un nom associé à celui de la Fédération, il assumera fort dignement ses fonctions. Mais nul ne l'ignore : dans le Bas-Rhin, c'est Himly qui régent. Doté d'une grande capacité de travail, il a cependant des rapports souvent tendus avec nombre de chercheurs. Comment s'étonner dans ces conditions que le vice-président haut-rhinois, Philippe Mieg prenne un coup de sang au début de 1964 : le *Dictionnaire Biographique alsacien* n'avance pas. Le 26 février 1964, Mieg et Sittler invitent les sociétés haut-rhinoises à une réunion à la salle des archives à Mulhouse et décident de



Le comte Marc d'Andlau, généalogiste, président de la Fédération de 1963 à 1974

prendre en main le travail pour le Haut-Rhin. La méthode qu'ils adoptent illustre les difficultés d'une recherche fédérale. Ils décident en effet que chaque société s'occupera des personnages entrant dans son rayon d'action. Un modèle de fiche – très simple – est établi et Pierre Schmitt est chargé de centraliser les fiches en retour à la bibliothèque de Colmar. Voilà les orientations que l'on communiquees au Congrès de Haguenau en 1964, où Himly présente des épreuves des cartes de son Atlas des villes médiévales. Mais le Bas-Rhin ne s'engage pas sur le DBA. Officiellement, c'est parce que « le nombre des sociétés est moins dense que dans le Haut-Rhin ». A Guebwiller en 1965, Himly présente la version ronéotée, à 250 exemplaires, de son *Glossaire allemand-français des institutions de l'Ancienne Alsace*, défini comme un « petit dictionnaire des expressions allemandes que l'on rencontre dans les documents alsaciens et que les chercheurs ont souvent de la peine à comprendre et à traduire ». Mais le Bas-Rhin ne veut toujours pas s'engager dans le *Dictionnaire biographique*.

La relance fédérale du DBA

On assiste au congrès de Barr (1966) à une intervention marquante du Doyen Livet. Le comte d'Andlau annonce en effet que le Doyen invite les sociétés bas-rhinoises à une réunion à l'Institut des Hautes Etudes Alsaciennes, pour faire le point sur la relance du DBA. Le Doyen est l'un des rares professeurs d'université avec lesquels Himly est encore en bons termes. Au cours de la réunion, Himly se décide à organiser le travail. Dans le Bas-Rhin, l'on se répartit le travail par catégories : hommes d'église, généraux, poètes etc., avec des coordinateurs par catégories. F. J. Fuchs est chargé de l'ensemble, le chanoine Knittel des hommes d'église, Camille Schneider des hommes de lettres. Ils établissent les listes de noms, fournissent la bibliographie et expédient le tout aux sociétés pour rédaction. En janvier 1967, Philippe Mieg réunit les sociétés haut-rhinoises à Colmar, pour coordonner le travail, avec les Bas-Rhinois (Fuchs, Rott, Knittel, abbé Stehlé). Seize sociétés haut-rhinoises sont présentes, ce qui paraît remarquable. Pierre Schmitt se charge de présenter le rapport sur le DBA au Congrès de Munster. A Munster (1967), où la Fédération est reçue par le président de la Société, maire et conseiller général, Robert Schmitt, Pierre Schmitt joint à son rapport biographique celui qu'il fait sur la grande opération de l'Inventaire : il est vice-président de la commission régionale, depuis la mort accidentelle de Haug. Himly présente un rapport sur « *Les sources d'histoire d'Alsace aux archives des Meurthe et Moselle* » et annonce que les cartes de l'Atlas des villes médiévales sont désormais toutes dessinées. Un hommage est rendu au Dr. Wetzel, qui est fait président d'honneur. Wilsdorf fait un rapport sur le grand Congrès national des Sociétés savantes de mars-avril 1967 à Strasbourg, qui a mobilisé près d'une trentaine de chercheurs alsaciens, dans les différentes sections du Congrès. Son organisation avait été confiée à l'Université (Livet), à la BNUS (E. Bernardin) et la Fédération n'avait pas été sollicitée.

Le DBA est à l'ordre du jour du congrès de Bouxwiller (avril 1968). Au cours de l'hiver, la Fédération a constitué une commission de rédaction : Andlau, Dollinger, Fuchs, Wolff, Mieg, Brandt, Schmitt, Sittler. Ils ont établi une liste A. Mais Sittler glisse dans son rapport : « la Fédération ne cache pas la difficulté : la plupart des collaborateurs sont pris par leurs obligations professionnelles et leurs travaux respectifs ». Cependant, la liste A est envoyée aux sociétés le 3 juillet 1968. Elle est entièrement tirée du Sitzmann. De nouvelles listes complètent cet envoi à l'automne, aux sources plus variées (*Dictionnaire de Biographie française*, *Allgemeine Deutsche Biographie* entre autres). La commission du DBA tient plusieurs réunions au printemps 1969. Le bureau décide de reporter les congrès de la Fédération du printemps à l'automne. Au congrès de Thann de septembre 1969, Philippe Mieg demande que le DBA « attaque » la lettre B, et que la Fédération se fixe l'échéancier de la publication d'un fascicule A à D. Roger Lehni y annonce que l'inventaire de Guebwiller est terminé, ceux de Thann, de Bouxwiller et de Saverne en bonne voie.

Le congrès de 1970 a lieu à Belfort où l'on est accueilli par Roger Boigeol. Lors du traditionnel hommage aux décédés, l'on évoque la mémoire du doyen de la Fédération, Ferdinand Zeyer, avec celles d'Etienne Fels, et de Felix Schaedelin. Sittler fait état des travaux du DBA : la longue liste « B » est en voie d'achèvement. Himly annonce la parution de son *Atlas des villes médiévales* pour Noël 1970. Au congrès d'Erstein de 1971, l'on peut enfin admirer le bel ouvrage, qu'un prospectus offre à moitié prix à tous les membres de la Fédération qui y avaient collaboré. Et Himly présente un nouveau répertoire celui des sources de l'histoire de l'Alsace conservées aux archives de la guerre,

à Vincennes. Par contre, le congrès apprend sans surprise que le DBA ne progresse guère, malgré l'aide de l'abbé Stehlé de la nouvelle Société de Dambach-Barr-Obernai. L'on y renouvelle le bureau, opération triennale, qui ne suscite pas d'émotion. Ce bureau (Andlau, Mieg et Himly, Sittler et Gruninger) ne se renouvelle plus que par la démission pour maladie ou le décès de ses membres. A Kaysersberg (1972) hommage aux disparus : Riff, Seither de Mulhouse, Huck de Strasbourg, François Wendel de Strasbourg, Charles Wetterwald de Guebwiller. Apparemment, rien de nouveau à la Fédération. Pourtant, un passage du rapport d'activité retient l'attention : celui consacré à la *Revue d'Alsace*, « dont la situation financière déficiente a interrompu la publication depuis plusieurs années ». Il est vrai que le tome 102, le dernier d'une série annuelle continue depuis 1947, a paru en 1962 et le 103 en 1965. « Le bureau a décidé de financer en partie du moins la publication d'un nouveau numéro qui devra paraître en automne. La parution régulière ne sera cependant possible qu'après une certaine réorganisation et une campagne de propagande très intense. La disparition de cette vieille revue, partie intégrante de notre patrimoine, qui dans le passé s'est acquise tant de mérites serait extrêmement regrettable », assure le rapport d'activité de Lucien Sittler. Le numéro 105, daté comme par défi 1966-1974, paraîtra en 1974, deux ans après cette décision du bureau communiquée au congrès de ... 1972.

A Molsheim (1973), Himly annonce la parution de la seconde édition de son « *Glossaire allemand Français des institutions de l'ancienne Alsace* ».

Vitalité des sociétés, immobilisme de la Fédération

Altkirch (1974) semble marquer un tournant. Non pas seulement du fait du changement de président. Malade, le comte d'Andlau démissionne. Ancien directeur des musées de Strasbourg (1964-1974), alors conservateur en chef au musée du Louvre, Victor Beyer accepte de le remplacer. Himly, Mieg, Sittler, Gruninger restent en fonctions. Mais les travaux semblent à nouveau en panne. Sittler avait déjà signalé dans son rapport d'activité de 1972 à Kaysersberg, qu'il souhaitait être remplacé dans la commission du DBA, car il était surchargé de travail. A Altkirch, il assure que la publication de décembre 1973, en fac-simile avec reliure skivertex, du Sitzmann par un éditeur parisien et une imprimerie suisse, compromet sérieusement le projet « qui n'est pas abandonné pour autant ». La commission continuera d'envoyer des listes jusqu'à la lettre C et accumulera des fiches allant jusqu'à la lettre D. Himly communique un nouveau projet : le « *Guide des recherches d'histoire de l'art et de l'architecture en Alsace* », établi par Madame Grodecki.

Le congrès de Sélestat (1975) commence par l'éloge funèbre de l'ancien président Marc d'Andlau par son successeur Victor Beyer. Renouant avec une ancienne tradition, Sittler présente un rapport sur l'activité des sociétés, portant sur la décennie 1965-1975.

Les sociétés en 1975

Les sociétés régionales connaissent une activité florissante et leurs annuaires (CAAH, AEA, la Société Savante avec ses grandes publications - Artisans, Médecine et Assistance, et ses colloques Erasme, Dürer, Goethe) un rayonnement indiscutable. De nouvelles sociétés se fondent désormais tous les ans (Cercle généalogique, Amis du Vieux Strasbourg, Amis des Archives du Haut-Rhin, Dambach-Barr-Obernai, Alsace

du Nord, Mutzig, Hunawihhr, Erstein-Benfeld etc.). Le nombre de leurs adhérents est variable, 1550 à Saverne, 1100 à la société de Dambach-Barr-Obernai, mais la moyenne tourne autour de 200 à 400. Le nombre d'adhérents (et d'abonnés) est une condition de la viabilité d'un annuaire et quelques sociétés mettent en commun leurs ressources pour pouvoir financer la publication d'une revue. Certaines sociétés gèrent des musées soit seules, soit avec la municipalité de la localité. De nouveaux musées ont été créés, comme celui de la peinture sous verre à Pfaffenhoffen. Enfin, les sociétés ont été précieuses pour la réalisation de l'inventaire, ainsi Gardner à Guebwiller, Baumann à Thann, Wollbrett à Saverne. La société DBO a créé pour le pré-inventaire un groupe de chercheurs animé par Anne-Marie Hickel qui est fort actif. Et les sociétés coopèrent au *DBA*, assure Sittler. Par contre, on ne peut se cacher les difficultés. Les professeurs d'histoire des collèges et lycées semblent indifférents et devaient être gagnés. La revue du CES d'Erstein constitue à cet égard un exemple et un modèle. Enfin, heureuses les sociétés qui reçoivent des subventions de leurs municipalités.

Vers la crise

A Sélestat, Himly annonce un nouveau projet pour la Fédération : un « nouveau Rott » : le répertoire des organismes, archives, bibliothèques, musées, sociétés s'occupant de l'histoire d'Alsace. Un questionnaire est envoyé aux sociétés. Au Congrès de Huningue (1976), se produit un incident significatif : le doyen Livet intervient pour demander ce qui se passe avec la *Revue d'Alsace*, dont le dernier numéro est paru deux années auparavant. Himly répond qu'il ne peut pas publier une revue sans argent, qu'il n'a pas reçu de subventions du Conseil régional. Livet est relayé par Raymond Oberlé qui voudrait des précisions sur le DBA. Sittler lui répond que tout le monde sait qu'il était en panne. Comme l'était la Fédération ?

La relève

Le congrès du 29 septembre 1977 tenu à Wissembourg sera donc celui de la relève. Il y a alors 45 sociétés adhérentes. Comme tous les ans, le nombre de participants est fort moyen : il y a 46 inscrits aux scrutins qui se dérouleront au cours de la journée. Ont droit de vote aussi les représentants des organismes adhérents.

Mais contrairement aux autres années, l'assemblée est saisie d'un texte d'orientation, que présentent 8 sociétés, et titré « Quelques propositions pour améliorer le rôle de la Fédération ». Il est signé par les Amis du vieux Strasbourg (Ludes, Foessel), la Société d'histoire et d'archéologie de Colmar (Braeuner) la Société d'histoire et de Sciences naturelles de Mulhouse (R. Oberlé), la Société d'histoire « les Amis de Thann », la Société d'histoire de l'Alsace du Nord (J-L. Vonau, D. Lerch), la Société des amis de la cathédrale (F. J. Fuchs) la Société d'histoire et du Musée du Florival (Georges Bischoff), l'Institut d'histoire de l'Alsace (Bernard Vogler).

Le passage essentiel était le suivant :

- Afin de contribuer à l'efficacité de leur fédération, les sociétés signataires suggèrent une réflexion autour des points suivants
- rajeunissement et élargissement des statuts qui gagneraient à être plus précis et mieux observés
 - prise en charge d'une revue d'histoire régionale. Ressentie actuellement comme

un besoin, elle serait un instrument d'érudition de haut niveau (articles de fond, présentation des sources, enquêtes, direction des recherches, bibliographie critique) et donnerait lieu à une élaboration collective. En outre, elle constituerait l'image de marque de la Fédération en recherchant une audience nationale et internationale.

- relation entre la Fédération et les sociétés : qu'attendent les sociétés de la Fédération? Que peut apporter la Fédération aux sociétés?

- Relation des sociétés avec les archives et les musées (échange d'informations)
défense des paysages et monuments historiques

- définition rigoureuse d'un calendrier d'études et de publications à entreprendre
Elles proposent la création de commissions permanentes chargées de l'étude des points énoncés et responsables devant l'assemblée générale

Elles s'engagent à participer aux travaux des dites commissions

Le texte est assez clair ; le reproche majeur formulé à l'égard du vice-président et rédacteur en chef, au nom de la Fédération, est la non parution de la revue de la Fédération. Or le trésorier ne cache pas que contrairement à ce que soutient le Rédacteur en chef, il ne manque pas d'argent.

Le résultat du vote est assez clair : inscrits 46, votants 32, suffrages exprimés 32. Majorité requise 17. Ont obtenu : Sittler 25 voix, Beyer 32 voix, Ulrich 21 voix, Fuchs 21 voix, Ludes 25 voix, Bischoff 25 voix, Gruninger 26 voix, Lerch 25 voix, Himly 10 voix, Moritz 10 voix. Sittler est élu président d'honneur et le bureau est constitué de Beyer, président, d'Ulrich et F. J. Fuchs vice-présidents, de Ludes secrétaire et Georges Bischoff adjoint, de Gruninger Trésorier et de Dominique Lerch, trésorier adjoint. Mais Victor Beyer se solidarise assez logiquement avec celui qui avait dirigé la Fédération depuis vingt ans et l'avait sollicité pour succéder à Marc d'Andlau. F. J. Fuchs accepte d'assurer l'intérim de la présidence.

La relance

Elu pour cela, le nouveau bureau imprime un rythme soutenu aux mutations qu'il entend imposer. Tout d'abord, pour resserrer les liens entre Fédération et sociétés, il dote la Fédération d'un *Bulletin fédéral*, à parution trimestrielle. A partir de 1980, il réunira les Sociétés deux fois par an, une fois au printemps, dans une rencontre dite « Assemblée des Présidents » où l'on débat plus librement et une fois à l'automne, au cours de l'Assemblée générale ordinaire, qui suit le déroulement traditionnel, partie statutaire, conférences, visites.

Puis il constitue les commissions, et en nomme les animateurs.

- Commissions chargées de la réforme des statuts - Vonau et Burger ;

- Relations entre sociétés d'histoire - Braeuner ;

- Conservation du patrimoine régional - Foessel et J.-P. Klein ;

- *Revue d'Alsace* - Dominique Lerch ;

- Commission des publications - Bernard Vogler.

Un congrès extraordinaire tenu à Colmar en juin 1978 dote la Fédération de nouveaux statuts. Et en septembre 1978, le Congrès régulier de Kientzheim élit le professeur d'histoire du droit Marcel Thomann à la présidence de la Fédération. Restait à résoudre la question de la *Revue d'Alsace*. Le congrès de Kientzheim s'adressait à Pierre Schmitt,

administrateur de la revue et dernier survivant des collaborateurs (Oberreiner, Joachim, Pierre Schmitt) à qui Gasser avait confié la revue avant la guerre et lui demandaient d'assurer la continuité de la parution.

Pierre Schmitt écrit donc à Himly en octobre 1978,

« Il y a un peu plus de deux mois, reprenant notre conversation du printemps dernier, je vous ai écrit au sujet de la *Revue d'Alsace*. Je vous ai exposé les divers aspects du problème et je vous ai fait deux propositions concrètes pour en assurer la survie et la continuité dans le cadre des travaux de la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace. Ma lettre est restée sans réponse. J'en déduis que le problème ne vous intéresse plus. Je serais cependant heureux d'en avoir confirmation. Ne voulant pas porter la responsabilité morale de la disparition de la doyenne des revues alsaciennes, l'une des plus anciennes revues d'histoire provinciale française, j'ai décidé d'en confier la publication à la Fédération précitée, et ceci à dater du 15 novembre 1978 ».

La *Revue d'Alsace* N° 105 paraissait en octobre 1979, comme « organe des associations qui sous des dénominations diverses, consacrent la totalité ou une part notable de leur activité à l'histoire, à l'archéologie, aux sciences historiques auxiliaires en Alsace, y compris le Territoire de Belfort » (art. 5 des statuts).

Sources

Revue d'Alsace 1953 à 1962.

Archives Départementales du Haut-Rhin. Compte-rendus des Assemblées générales (Avec mes remerciements à MM. Willsdorf et Eichenlaub).